

Directeurs-Gérants :
F. DE RODAYS & **A. PÉRIER**
 Rédacteur en chef. Administrateur.
 SECRÉTAIRE DE LA RÉDACTION :
Gaston CALMETTE
 TÉLÉPHONE : 102.46 Rédaction
 102.47 Administration
 ANNONCES ET RÉCLAMES
 Agence P. DOLLINGEN, 16, rue Grange-Batelière

LE FIGARO

H. DE VILLEMESANT
 Fondateur
 RÉDACTION
 ADMINISTRATION — PUBLICITÉ
 26, Rue Drouot, 26 — PARIS
 ABONNEMENT
 Trois Mois Six Mois Un An
 Seine, Seine-et-Oise. 15 » 30 » 60 »
 Départements. 18 75 37 50 75 »
 Union Postale. 21 50 43 » 86 »
 On s'abonne dans tous les Bureaux de Poste de France et d'Algérie.

Délits et misère

« Il faut qu'au commencement de la belle saison, la France présente le spectacle d'un pays sans mendiants. »

Le lecteur voudra bien croire que cette phrase optimiste n'est pas tirée de l'exposé des motifs de ma proposition de loi sur le vagabondage et la mendicité. Elle est sortie, le 15 novembre 1897, d'une plume plus autorisée que la mienne, de la plume de Napoléon, et son unique effet a été de démontrer au monde qu'il n'est pas possible de faire de la mendicité un délit.

Donc il y eut, malgré l'Empereur, des mendiants en France au printemps de 1898. On en voit encore quelques-uns en 1899, et tout porte à croire que l'Exposition elle-même n'ait pas plus d'effet pour l'extinction du paupérisme que pour l'embellissement de Paris.

Faut-il donc jeter la manche après la cognée? Non certes. Seulement, soyons modestes et pratiques. Appliquons notre énergie à soutenir patiemment, d'un effort humble et têt, le combat contre la misère. Soyons insensibles aux défaites, sordides parfois de valables objections. Où César décriait l'impossible victoire, avançons pas à pas, sans illusions ni découragement, certain que la victoire, s'il arrive jamais, ne résultera point d'un décret personnel rendu par un homme de génie, mais de l'effort continu et universel de l'humanité.

Aujourd'hui, bornons nos desirs à une loi moins imparfaite établie sur des règles plus humaines et plus sûres que celles du Code pénal. Définissons mieux la condition légale des errants et des pauvres qui vont par les chemins de France tendant la main ou montrant le poing, inspirant tour à tour la compassion et la crainte, et causant chaque année trente mille procès scandaleux et vains qui montrent l'incapacité de la loi actuelle, ses indulgences ou ses rigueurs mal appliquées.

Sachons faire, dans cette troupe douloureuse, un classement plus attentif, plus clairvoyant, et par conséquent plus pitoyable. Mettons à part, et le plus loin possible du banc de la correctionnelle, les enfants, les adolescents, les vieillards, les malades, les travailleurs malheureux. Si nous ne parvenons pas à les secourir tous, du moins ne donnons plus le monstrueux spectacle d'une société qui frappe ceux qu'elle a le devoir d'assister. Distinguons de façon claire et équitable le vagabond, le mendiant punissable du vagabond, du mendiant malheureux.

Quel sera donc, dans la loi future, le mendiant ou le vagabond punissable? Il n'y aura de tel que l'antisocial déclaré, le vicieux, l'incorrigible, celui qu'on peut nommer le « paresseux intentionnel », par opposition au « chômeur involontaire ».

On sent bien que cette définition contient toute la réforme.

Reprenons-la sous une forme plus précise.

Le mendiant punissable sera désormais celui « qui demande habituellement l'aumône, et qui, étant apte au travail, ne justifie pas avoir fait le nécessaire pour en trouver, ou bien a refusé le travail rémunéré qui lui était offert ».

Le vagabond punissable sera celui qui, « n'ayant ni domicile certain ni moyens de subsistance, et n'exerçant habituellement ni métier ni profession, est d'ailleurs apte au travail, et ne justifie pas avoir fait le nécessaire pour en trouver, ou bien a refusé le travail rémunéré qui lui était offert ».

Donc, à l'avenir, il n'y aura de délit, dans ce douloureux chapitre du Code, qu'à la charge des vagabonds et des mendiants qui peuvent travailler et ne le veulent point.

On ne verra plus « sur le banc » les gamins, les vieux, les écoliers; et le tamis de la loi nouvelle, percé de trous d'un diamètre mieux calculé, ne gardera pour la répression que les véritables « déchets sociaux », dangereux parasites dont il faut à tout prix débarrasser le bon troupeau humain.

Et tout cela revient, d'ailleurs, au fameux classement des mendiants et des vagabonds en trois groupes :

Le groupe des invalides;
 Le groupe des accidentés;
 Le groupe des professionnels.

Classement que nos congrès, nos controverses réajustent, mais qui est aussi ancien que la misère humaine.

Depuis Charlemagne jusqu'à M. Charles Dupuy — auteur en 1888 d'un rapport intéressant sur la question de la mendicité — les politiques ont fort bien aperçu ces trois groupes et le traitement qui conviendrait à chacun d'eux. Mais en général les gouvernements se sont laissés distraire du soin d'instituer ces traitements par le souci d'affaires qu'ils jugeaient à tort plus pressantes. Louis XVI, qui portait aux questions sociales un intérêt naïf, ne manqua point de dire son mot sur le problème du vagabondage et de la mendicité, et l'ordonnance du 27 juillet 1777 établissait déjà la célèbre division tripartite.

Cette ordonnance exigeait que des ateliers et des travaux fussent ouverts aux pauvres valides; que les pauvres « hors d'état de se procurer leur subsistance par leur travail » fussent admis dans les hôpitaux.

Quant aux incorrigibles, ils devaient « être arrêtés et conduits dans les maisons de force, pour y rester tant et si longtemps qu'il leur serait jugé nécessaire ».

N'était-ce pas bien supérieur au sys-

tème actuellement en vigueur? Hélas! pourquoi les monarchies, les républiques, les empires nous font-ils depuis si longtemps assister à l'incroyable sarabande des décrets admirables qu'on n'applique jamais!

Mais ne nous décourageons pas; l'opinion, plus libre et plus éclairée aujourd'hui, saura bien obliger les gouvernements aux réformes nécessaires. Sur le point qui nous occupe, cette opinion est nette et unanime.

La France entière entend que ses routes, ses villages et ses hameaux soient débarrassés des professionnels de la mendicité et du vagabondage.

Cela est parfaitement clair, et la démocratie rurale, plus atteinte par le fléau que la démocratie des villes, ne démontrera pas d'un principe qu'on peut formuler ainsi :

Autant il est odieux que la République néglige ou punisse les pauvres infirmes et les ouvriers sans travail.

Autant il serait absurde qu'elle mit une sorte de point d'honneur à être faible et impuissante à l'égard des récidivistes, des professionnels endurcis.

Or, ceux-ci font courir à la sécurité publique un sérieux danger.

Sans doute, on ne voit pas, comme à l'automne de 1890, un sénateur enlevé par les chemineaux à quelques lieues de Tours. Mais le mal, sans être aussi pressant à l'endroit des parlementaires, est encore fort grave, l'affaire Vacher l'a prouvé.

Où donc est le remède? Dans une ferme répression.

Et comment l'obtenir? C'est la tâche du juge et celle du gendarme.

Parlons du gendarme d'abord.

C'est un cri universel d'un bout à l'autre de la France : Il n'y a plus de police rurale!

Le garde champêtre est trop souvent l'« ordonnance » civile et électoral de monsieur le maire; il porte aux amis le bon bulletin, fait aux adversaires la niche de quelques contraventions, et se prépare à devenir facteur.

Le gendarme, bien malgré lui, devient un rond-de-cuir, noyé dans les papiers du recrutement, étendu de calligraphie, et ne montrant plus par les routes ses bottes, son coursier et ses moustaches rassurantes.

Or le gendarme a été fait, créé et mis au monde « pour la sûreté des campagnes et des voies de communication »; ses fonctions habituelles et ordinaires sont « de faire des tournées, courses et patrouilles sur les grandes routes et chemins vicinaux, dans les campagnes, hameaux, fermes et bois ».

C'est la loi qui dit cela.

Donc, hâtons-nous de rendre ces braves gens, toujours aimés et populaires, à leur naturelle fonction.

M. le ministre de la guerre fera cette réforme sans recourir au Parlement. Il n'aura qu'à exiger la stricte application du décret de 1854 sur la gendarmerie.

Mais cela ne suffira pas; il faudra encore visiter un à un les rouages usés de la police judiciaire des campagnes. Tout cela ne fonctionne plus.

Les maires, les commissaires de police devront se concerter en vue de l'œuvre de sécurité qui leur incombe; on devra rappeler aux gardes champêtres, aux gardes forestiers que la loi les place sous la surveillance des commandants de brigade, et les appelle à concourir au maintien de l'ordre avec la gendarmerie.

Le gouvernement, d'ailleurs, n'aurait sur ce point, pour conjurer le péril, qu'à mettre en pratique les excellentes conclusions du rapport de M. de Marcbré.

Voilà pour l'œuvre de la police; voyons maintenant l'œuvre du juge.

Celui-ci, on le sait, ne verra amener devant lui que les professionnels, les paresseux intrépides.

On sait aujourd'hui ce qui les attend... deux, trois, quatre « sans suite », le Parquet las de voir aller et revenir cette silhouette aveugle, le gendarme agacé de conduire au Parquet ce vagabond que le Parquet relâche. Ensuite, la pluie des courtes peines commence; le sujet s'accoutume aux séjours hivernaux dans des prisons choisies avec ruse; les années passent : trente, quarante, cinquante condamnations s'accumulent sur le chef du vieux vagabond devenu marmiteux, voleur de poules, terreur des fermes isolées, destructeur de réverbères, être inquiétant et lamentable, trop sale et loqueteux à la fin de ses jours pour commettre avec art la joyeuse « grivèlerie », la flouterie d'aliments qui fut l'exploit de sa belle jeunesse.

Eh bien ! quel traitement la loi nouvelle appliquera-t-elle à cet incorrigible? Distinguons encore, patiemment, en ce qui le concerne, deux périodes.

La période des premiers délits.

Une, deux, trois, quatre fois même, ce délinquant est arrêté, traduit et condamné. Que les condamnations soient modérées, graduées suivant les circonstances, autant que possible subies en cellule. Que ces condamnations mènent encore l'avenir; que le juge obstiné dans l'espoir du relèvement, offre au pauvre diable les circonstances atténuantes, les sursis, tout le bénéfice des lois généreuses.

Cependant ce mendiant, ce vagabond punissable devient le récidiviste endurci! Alors la question change. Allons-nous cinquante fois, cent fois encore, saisir et rejeter cette loque humaine, laisser cet être débile exposé à la faim, aux tentations redoutables? Non. Pour tous et pour lui-même, pour son dernier espoir de salut, il faut le séparer d'un milieu social où il ne sait que nuire. Prononçons donc une condamnation de cinq à dix ans de prison, mais une de ces con-

damnations toujours revisables et révocables, telles que les souhaitent les criminalistes modernes.

Peut-être la rupture totale et prolongée avec ses habitudes anciennes, peut-être surtout l'obligation du travail parviendra-t-elle, contre tout espoir, à relever l'être déchu? Dans des maisons pénitenciaires dirigées avec intelligence et bonté, j'ai vu de ces cures merveilleuses!

Si elles se produisent, la longue peine s'abrégera pour le condamné. Quand il aura subi le quart de sa détention, il pourra, par lui-même, ou par un parent, par un ami, demander au Tribunal et obtenir sa libération anticipée et conditionnelle. Ainsi, jamais, même au récidiviste, l'espoir ne sera interdit.

Résumons maintenant dans son ensemble l'économie de la loi nouvelle.

Une police bien organisée qui poursuit les errants et les place sous la main de justice; un triage attentif des malheureux et des coupables; pour ces derniers, après plusieurs avertissements, plusieurs condamnations légères, la détention prolongée avec travail obligatoire; détention qui pourra toujours être abrégée si le condamné est amendé.

Et les malheureux? dira-t-on. Le groupe si nombreux des invalides, des adolescents, des vieillards, des ouvriers sans travail, que la société renonce désormais à condamner? Qu'en fera-t-elle? C'est là le grave problème d'assistance que soulève notre proposition de loi, — nous le traiterons dans un prochain article et nous verrons jusqu'à quel point la société du vingtième siècle est en état de mettre en pratique l'axiome du socialiste Montaigne : « L'Etat doit à tous les citoyens une subsistance assurée. »

Jean Cruppi.

Échos

La Température

Malgré les deux belles journées que nous venons d'avoir, l'hiver n'abandonne pas absolument, car des neiges et des pluies sont encore signalées sur toute la moitié du Nord de l'Europe. Cependant, sur nos régions, le baromètre est en hausse. Quant à la température, elle donnait hier 50° 1/2 au-dessus le matin, à huit heures, et 10° vers trois heures. Ce réchauffement va continuer avec temps généralement beau. Le baromètre, après avoir marqué 765mm dans la nuit, restait à 767mm vers minuit.

Monte-Carlo. — Thermomètre : le matin à huit heures, 00°, à midi, 00°, temps.

Les Courses

A 2 h., Courses à Maisons-Laffitte. — Gagnants de Robert Milton :

Prix d'Épône : Moutard.
 Prix Perleux : Cannes.
 Prix du Paddock : Audace.
 Prix des Haras-Nationaux : Tricolore.
 Prix Rozelane : Lucetta.
 Prix de Langé : La Saudra.

CONCOURS HIPPIQUE

A 1 heure : Chevaux attelés seuls (4^e classe, 2^e division). — A 2 heures 1/2 : Sauts d'obstacles. Prix des Habits rouges (gentlemen).

A PROPOS DES LIQUES

Au Sénat, hier, M. Trarieux, imitant d'ailleurs l'exemple donné par les frondeurs des autres ligues qui réclament les douceurs du martyre, a demandé à M. Lebret pour quelle cause on a choisi arbitrairement dans le Comité de la Ligue des Droits de l'homme des membres à poursuivre; et pourquoi, notamment, on a exempté des poursuites le président lui-même, Trarieux en personne.

M. Lebret a répondu, comme toujours, d'une façon intelligible, mais il paraissait encore plus embarrassé que de coutume, si c'est possible.

C'est que lorsqu'on se met à faire de l'arbitraire on ne sait jamais à quelle absurdité on risque d'aboutir. C'est comme lorsqu'on se met à mentir, on ne sait jamais où vous conduira le mensonge. Par pusillanimité, on donne une entorse à la légalité, et on se trouve obligé de pétioler les lois les unes après les autres. Par peur vous mentez, et les complications s'entassent sur votre tête.

Que de choses auraient été toutes simples prises à temps, qui deviennent des montagnes lorsque les jours, en s'écoulant, ont développé les résultats de l'arbitraire ou du mensonge! Pour la plupart des fautes, des crimes des hommes, il se passe ce qui se passa pour le forfait historique de Troppmann.

Il ne faudrait pas croire que le matin, en se levant, Troppmann a saisi la pioche célèbre, légendaire, dont ce journal a donné le fac-similé, s'il vous plaît, et lui a dit : Allons, viens, ma bonne pioche, nous allons tous les deux tuer onze personnes. Viens, tu auras de la besogne.

Non, Troppmann savait que la domesticité de la famille Kink avait reçu une somme de cinquante francs, et il voulait tout simplement s'approprier cette somme.

Mais il révéla le petit chien, qui révéla la bonne, qui révéla son maître, enfants, et Troppmann se trouva obligé de tuer tout ce monde-là, avec sa pioche, y compris le petit chien, pour avoir ses cinquante francs.

Je ne veux certainement comparer à Troppmann aucun des hommes publics dont on parle depuis des mois à propos des incidents compliqués d'une cause historique. Je veux seulement dire que s'ils avaient su au début à quoi ils s'exposaient, à quel abîme ils arrivaient, celui-ci n'aurait pas pour-

suivi, cet autre n'aurait pas menti, ce troisième n'aurait pas joué les déguisés dans les jardins publics. Tous seraient tenus tranquilles. Nous ne connaîtrions pas les noircisseurs de certaines âmes, et nous ne serions pas, nous autres, les ennemis du grabuge, obligés de nous creuser la tête pour trouver un moyen de sauver tout ce qui doit être sauvé, aussi bien parmi les bourgeois que parmi les victimes. — J. CORNÉLY.

A Travers Paris

La Semaine religieuse de Paris, qui a paru hier, nous donne sur Mme Loubet ce détail touchant, que nous sommes heureux de reproduire :

Nos lecteurs connaissent les Dames du Calvaire, ces veuves chrétiennes qui, nées dans les rangs les plus élevés de la hiérarchie sociale, pensent de leurs mains les plaies hideuses, infectes, que les hôpitaux ne peuvent soigner d'une manière permanente. Les plus grands noms de l'armorial de France figurent sur la liste des héroïques infirmières.

Au seuil de cet asile des pires douleurs, peuvent se rencontrer des personnalités venant des points les plus divers pour aboutir à ce centre divin : la charité.

C'est ainsi que Mme Loubet, dès son installation à l'Élysée, a voulu que sa première visite fût pour le Calvaire. La femme du chef de l'État y était guidée par une amie, dame résidente de l'œuvre. Elle s'est arrêtée devant chaque lit, prodiguant aux malades d'affectueuses consolations, se recommandant à leurs prières. Avant de se retirer, Mme Loubet a laissé au Calvaire une généreuse offrande.

Ancienne et fidèle paroissienne de Saint-Sulpice, la compagne du chef de l'État ne pouvait mieux inaugurer par cet acte de charité son entrée à l'Élysée.

A la suite de l'article de critique qu'il avait consacré, dans la Presse, à la nouvelle pièce de M. Jean Richepin, *Les Truands*, M. Edmond Sée a été hier, dans les couloirs du Nouveau-Théâtre, l'objet de violentes voies de fait de la part de M. Jacques Richepin, fils du poète.

M. Edmond Sée a constitué dans la soirée des témoins : MM. Robert de Fiers et Robert Gangnat.

Le donateur anonyme qui l'an dernier avait offert à l'université de Paris une somme de soixante-quinze mille francs pour les cinq bourses de voyage dont nous avions parlé vient de renouveler sa libéralité.

Cinq bourses de voyage de quinze mille francs chacune sont, en effet, de nouveau mises à la disposition de l'université de Paris, pour être, cette année, attribuées à cinq agrégés des sciences ou des lettres.

Deux des boursiers devront être anciens élèves de l'École normale; les trois autres, anciens élèves soit des universités de l'État soit de l'enseignement libre.

Le jury du concours de maisons, que préside M. Bouvard, a terminé ses opérations samedi.

Dans une dernière séance qu'il doit tenir ce soir à cinq heures, il statuera et votera les récompenses des six architectes et des six entrepreneurs qui ont construit, en 1898, les six plus belles maisons de Paris.

Les noms des lauréats seront proclamés cette semaine. En dehors des avantages qui leur seront accordés sur les droits de voirie, chacun d'eux recevra une médaille d'or ou de bronze gravée par Daniel Dupuis.

Les bacheliers de mars.

Tous les examens sont terminés, et nous avons relevé sur la liste des nouveaux lauréats :

En philosophie, MM. Lozé, Bertrand, Blondel, de Martignac, Michelet, Charpentier, de Saint-Prix, d'Estrées, de Vergennes, Vergniaud, Odart de Rilly, de La Morsangière, Blanc, Berlin du Château, Dufaure de La Prade, Glaize, Boüan du Chef du Bos, d'Allard, Lagache.

En lettres-mathématiques, MM. de Mimerand, de Lardemelle, de Soubeyran, Clouët des Peschères, de Laborde, de Soleyrol, de Mecquenem, de Saint-Croix, de Moras, Hervé d'Isle, de La Ferté-Senectère, de La Gorce.

Au moderne, MM. Campenon, Renouard de Bussière.

Paris est le monde en raccourci. Une existence entière ne suffit pas pour le connaître. Seul, un livre, un livre unique, donne la plus claire, la plus rapide et la plus complète vision de Paris; c'est le *Paris-Hachette*, qui vient de paraître et qu'on voit déjà dans toutes les mains et sur toutes les tables.

Toute l'âme, toute la vie de Paris se reflètent dans ces 1.600 pages qui nous renseignent si exactement et si minutieusement sur les organes et les fonctions de ce corps colossal.

En son édition de 1899, *Paris-Hachette* donne un Dictionnaire alphabétique de professions; 140.000 adresses de commerçants et d'industriels de Paris; la liste de toutes les rues; les adresses mondaines des notabilités parisiennes, avec jours de réception et villégiature. 1.150 portraits illustrent ce volume auquel est joint un grand plan de Paris.

Paris-Hachette met Paris tout entier sous la main.

Tandis que l'attention des Parisiens était occupée par la construction du pont Alexandre-III, à Grenelle, une répétition des travaux exécutés sur le Cours-la-Reine et le quai d'Orsay s'effectuait dans les meilleures conditions.

Entre la passerelle et le pont de Grenelle, en effet, la Compagnie de l'Ouest établissait, elle aussi, sur caissons à air comprimé les culées du pont du chemin

de fer reliant les voies de ceinture à la ligne des Moulineaux par-dessus l'île des Cygnes.

On vient de terminer le remplissage de ces caissons, et bientôt va être jeté le tablier du nouveau pont qui, traversant la Seine de biais, sera, par sa structure et sa position, une des œuvres d'art industriel les plus intéressantes de Paris.

Hors Paris

Bojé Tsara krani.

Il n'y a certes pas un hameau en France où n'aient retenti les accents de l'Hymne russe.

Mais, alors que tout le monde connaît l'auteur de la partie musicale, Glinka, célèbre et même populaire, peu de gens savent le nom de l'auteur du poème, Alexéï Semelovitch Lwow.

C'est dans le but de réparer cet oubli que vient de se former, à Saint-Petersbourg, un Comité composé de littérateurs et de compositeurs. Lwow fêtera prochainement le centième anniversaire de sa naissance. Et le Comité, appuyé par le clergé russe, profitera de ce jubilé pour faire sortir d'un oubli injustifié le nom de l'auteur de l'hymne impérial.

La série des représentations de *Messaline* fait salle comble à Monte-Carlo. Le succès s'accroît à chaque soirée.

Ceux des assistants dont l'oreille est accoutumée à saisir les plus curieuses recherches instrumentales sont surpris, par instants, d'entendre de robustes et profondes notes de pédale, produites par un nouvel instrument, appelé à rendre de grands services aux compositeurs, la *clarinette-contrebasse* récemment construite par M. Buffet-Crampon, et dont le son à la fois puissant et doux se prête à de multiples et nouvelles combinaisons orchestrales.

M. William K. Vanderbilt junior, qui doit épouser le 4 avril prochain miss Virginia Fair, a enterré sa vie de garçon dans un grand banquet où il avait convié surtout ses anciens camarades de l'université de Harvard. La table disparaissait sous les fleurs, et dans les murs, garnis de pampres, avaient été dissimulées des cages de canaris. Une troupe hongroise a joué pendant le repas.

On assure que les présents faits à la fiancée représentent une valeur de près de cinq millions de francs.

Nouvelles à la Main

Au guichet d'une administration de l'Etat.

Un contribuable, à l'employé absorbé dans la lecture de son journal :

— Monsieur, si vous plaît...

Le rond-de-cuir, se décidant à lever les yeux :

— Vous n'êtes guère patient... S'il y avait du monde avant vous, vous seriez pourtant bien obligé d'attendre!

Balourdieu met pour la première fois les pieds dans une salle de spectacle à Paris. Avisant une jumelle automatique devant son fauteuil, il s'exclame :

— Ah! voilà donc ce qu'on appelle l'optique spéciale du théâtre!

Le Masque de Fer.

M. FÉLIX FAURE ET LE D^r GIBERT

Nos lecteurs connaissent le démenti que M. Le Gall a donné à la lettre du docteur Gibert, publiée par M. Gabriel Monod.

Les *Droits de l'Homme* ont reçu, à ce sujet, la lettre suivante, de M. Edouard Monod, fils du membre de l'Institut (M. Gabriel Monod étant en ce moment en Italie) :

Lundi 27 mars 1899.

Cher monsieur,

M. Le Gall a publié dans les journaux du matin une note qui voudrait être une réponse à la lettre de M. Gabriel Monod. De deux choses l'une, ou bien la phrase : « Ceci est un mensonge », écrite en marge de l'article du *Cri de Paris*, du 27 février 98, n'est pas de la main de Félix Faure, mais d'un ami prévoyant — et alors cela ne prouve rien du tout — ou bien la phrase en question est de la main même de Félix Faure — et alors cela prouve encore moins — et voici pourquoi : le docteur Gibert fut cité comme témoin au procès Zola (février 98) et devait déposer précisément sur sa conversation avec Félix Faure. Dès que celui-ci le sut, il fit prier le docteur Gibert de n'en rien faire, en disant : « Si vous répondez ce que je vous ai dit, je donnerai ma parole que ce n'est pas vrai. »

Je crois tout commentaire inutile. Quelle autorité peut avoir, après cela, la note citée plus haut?

Agréé, etc.

EDOUARD MONOD.

Dans la matinée, c'est-à-dire avant la publication de cette lettre, M. Le Gall, que nous avions rencontré, nous avait déclaré « qu'il tenait à la disposition de M. Gabriel Monod, ou de toute personne que M. Le Gall désignerait cet honorable membre de l'Institut, l'article du journal en question avec, en marge, la note manuscrite de M. Félix Faure ».

Que nous pouvons ajouter, grâce aux renseignements que nous avons recueillis au Havre avant qu'à Paris, c'est que M. le docteur Gibert était un excellent homme, une sorte d'apôtre des pauvres, prodiguant gratuitement les soins à tous les malheureux, et par ce fait même, fort estimé dans le département de la Seine-Inférieure.

Mais, depuis près de trois années, son esprit s'était modifié : il avait renoncé peu à peu à l'exercice de la médecine; il s'était voué, vers la fin de sa vie, à l'étude des sciences psychiques, et s'était placé sous la direction absolue d'une somnambule qui l'avait persuadé, en effet, de l'innocence du condamné de l'île du Diable.

Il n'avait plus eu, dès ce moment, par suite de la surexcitation dont il faisait preuve à propos de « l'affaire », aucune relation avec le Président de la République. Il est donc difficile d'admettre que M. Félix Faure, ayant rompu tous rapports avec le docteur, l'ait empêché de déposer dans le procès Zola, et il est encore plus difficile de penser, pour la valeur morale du docteur Gibert, que ce dernier ait cédé à une menace quelconque de démenti présidentiel, s'il avait, pour la manifestation de la vérité, une conversation aussi importante à rapporter, et, en même temps, un devoir de justice à accomplir.

Gaston Calmette.

MORT DE M. MIZON

Une dépêche envoyée de Zanzibar au ministre des colonies annonce la mort de M. Mizon, ancien lieutenant de vais

désigner des commissaires qui seront chargés d'établir sur les lieux une ligne frontière conforme aux indications du paragraphe 2 de la présente déclaration. Le résultat des travaux sera soumis à l'approbation de leurs gouvernements respectifs.

Il est convenu que les dispositions de l'article 9 de la convention du 14 juin 1893 s'appliqueront également aux territoires situés au Sud du 14° 20' de latitude Nord et au Nord du 5° de degré de latitude Nord, entre le 140° 20' de longitude Est de Greenwich (12° est de Paris) et le cours du Haut-Nil.

Fait à Londres, le 21 mars 1899.

(L. S.) Signé : PAUL CAMBON.
(L. S.) Signé : SALISBURY.

LE DÉSARMEMENT GÉNÉRAL

Saint-Petersbourg, le 27 mars.

Voici le texte de la dépêche circulaire adressée le 11/22 mars par le ministre des affaires étrangères aux représentants de la Russie à l'étranger :

Depuis la publication de la circulaire du 12/24 août de l'année dernière, d'innombrables témoignages de reconnaissance sont parvenus de différents pays à Notre Auguste Maître pour l'initiative magnanime qu'il a prise en vue d'alléger les charges créées par les armements actuels et de consolider la paix générale.

Très sensible à ces manifestations, qui prouvent combien les idées de paix fondées sur le développement du bien-être moral et matériel des peuples trouvent d'écho chaleureux dans tous les pays, Notre Auguste Maître a daigné me charger de transmettre ses remerciements à tous ceux qui, par des adresses, lettres, télégrammes ou par d'autres moyens ont fait parvenir, du pays où vous êtes accablés, à Sa Majesté, l'expression de leurs sentiments à l'égard de son œuvre si hautement humanitaire.

Sa Majesté se plaît à voir dans l'unanimité des sentiments qui entourent l'acquiescement exprimé de tous les gouvernements à prendre part à la Conférence de La Haye un gage de plus pour le succès de ses efforts en vue de faire germer dans la conscience et dans la vie publique de tous les États le principe fécond de la paix universelle.

NOUVELLES AUX ŒUFS

ROIVORE ET CARRET

NOTES D'UN PARISIEN

Supposons que, dans un dîner, entre Parisiens, on vous raconte cette histoire-ci : une jeune fille, à la veille de se marier, avait eu, il y a treize mois, une dispute avec son fiancé. Probablement, ils avaient parlé de l'« Affaire ». A la suite de cette querelle, la jeune fille s'évanouit, et elle demeura dans un sommeil léthargique dont rien ne put la tirer. Tous les médecins y perdirent leur latin et, faute de pouvoir réveiller la belle endormie, ils se contentèrent de la nourrir tant bien que mal.

La jeune fille, cependant, finit par se réveiller. Son sommeil, je l'ai dit, avait duré treize mois. Le fiancé, pendant ce temps-là, avait continué patiemment sa cour. Tous les jours, il venait prendre des nouvelles de sa fiancée. On ne dit pas s'il lui apportait le bouquet traditionnel. Ce qui est certain, c'est qu'il se trouvait là quand elle ouvrit les yeux. Et alors, se passa cette scène curieuse : les premiers mots de la jeune fille furent pour reprendre la dispute exactement au même point où elle l'avait laissée treize mois auparavant.

On fait observer que c'est là une jeune fille qui doit avoir de la suite dans les idées. Il n'y a pas de doute. Mais, pour moi, j'en reviens à ma question : si dans un dîner, entre Parisiens, cette petite histoire vous était racontée comme s'étant passée en France, que diriez-vous ? Ce serait, je pense, un bel éclat de rire, et le conteur serait « blagué » comme il convient. Eh bien, l'histoire, au lieu de se passer en France, s'est, paraît-il, passée en Amérique. Et alors, le télégraphe en a fait part aux agences, et les agences l'ont communiquée aux journaux. Et les gens se disent : « Ah ! dame, si l'histoire venait de Marseille, il faudrait voir ; mais dès l'instant qu'elle vient de San-Francisco... » Comme quoi le proverbe a raison : « A beau mentir qui vient de loin... »

LE « RICHELIEU »

Le « Richelieu » est un ravissant souter qui la Grande Condornerie Tortoni, bottier du Tout-Paris élégant, exposé dans ses vitrines du boulevard des Italiens, parmi de véritables merveilles. Le Richelieu en chevron bronze, genre américain, est un bijou inédit. Pour moins d'un louis, toutes nos belles mondaines voudront s'en parer. Il sera le complément indispensable de toutes les toilettes d'été.

LE NOUVEAU PRÉSIDENT

de la Société des Gens de lettres

Le comité, complété par les élections de dimanche, s'est réuni hier à deux heures, au siège de la Société, cité Rougemont.

La séance a été ouverte par M. Louis Collas, doyen d'âge, qui, après avoir souhaité la bienvenue aux entrants, a procédé à la nomination du président.

Dès le premier tour, M. Marcel Prévost a été élu par 20 bulletins contre 3, dont 2 blancs. Rareté d'élection à réunir autant de voix.

Il n'est pas besoin de présenter le nouveau président.

Il est peu de romanciers qui, aussi jeunes, aient eu autant de succès. Ce qu'il faut dire, c'est que sa brillante fortune littéraire ne l'a nullement enorgueilli. M. Marcel Prévost était déjà pour tous les membres de la Société un camarade ; il se félicite d'être obligé d'être maintenant pour chacun un ami.

Voici en quels termes, fort bien choisis, il a pris possession du fauteuil :

Mes chers collègues, Je suis très ému par l'honneur que vous me faites, et surtout par votre accord à me le décerner. C'est un grand honneur, en effet, d'être appelé par vous à succéder à l'historien de premier rang, à l'homme courtois, séduisant, libéral, qui nous a présidés durant trois années — à notre cher Henry Houssaye ! Je ne me fais pas d'illusion. Cette place, que j'ai laissée vide, est étonnamment occupée par d'autres — par n'importe lequel de mes collègues. Si vous vous êtes unis sur mon nom, c'est qu'il signifie actuellement pour vous l'exclusion de l'odieuse politique, l'entente fraternelle pour bien administrer la Société... Avant même que d'être une sorte de cercle

littéraire, nous sommes une Société commerciale, une Société de secours mutuels. Nos opinions politiques, ici, ont le devoir d'être muettes.

Elles doivent être muettes, mais elles demeurent libres. Si la liberté de penser était jamais proscrite, il nous appartiendrait de lui offrir un asile ici, entre gens de lettres. L'honneur de notre Comité sera cette tolérance même. Fort de votre assentiment, je vous promets de la maintenir tant que durera la session.

Mes chers collègues, je suis convaincu que votre assentiment signifie encore autre chose. Il signifie que lorsqu'un de nos confrères a travaillé, a écrit des livres dont la Société a bénéficié, en quelque mesure que ce soit, pour les pensions de ses retraités et l'assistance de ses indigents ; lorsque ce confrère s'est assis à cette table, nous a donné son assiduité et son effort, s'il se trouve un jour en butte aux vicissitudes de l'opinion, nous lui devons — nous nous devons à nous-mêmes — nous devons à la vraie tradition littéraire et française de ne pas exciter la foule contre lui, de ne pas lui jeter des pierres, de nos mains — qu'il a servies.

Maintenant, mes chers confrères, travaillons. Avec nos idées libres et diverses, mais unies par la confraternité, ne faisons plus qu'un seul devoir.

L'assemblée entière applaudit, et M. Marcel Prévost procéda au vote des autres membres de son bureau. Sont élus :

Vice-présidents : MM. Fernand Lafargue et Léonce de Larmandie.

Questeurs : MM. Chincholle et Rodocanachi.

Rapporteurs : MM. Léo Claretie et Jules Claretie.

Secrétaires : MM. Edouard Estaunié, Daniel Riche et Joseph Montel.

Trouvère : M. Louis Collas.

Archiviste : M. Henri Datin.

M. Marcel Prévost va ainsi trouver assis à côté de lui un de ses anciens camarades de l'Ecole polytechnique, M. Estaunié qui a trouvé le temps d'écrire l'« Empreinte, le Ferment et d'autres œuvres, tout en restant un ingénieur distingué.

Il ne reste plus qu'à nommer le délégué.

M. Edouard Montagne sort de la salle des délibérations ; il y est tout de suite rappelé par les applaudissements de ses collègues, qui ont renouvelé par acclamation les pouvoirs dont il s'est toujours servi pour le plus grand bien de la Société.

Sur la proposition de M. Henri Demesse, M. Henry Houssaye est nommé président honoraire.

Les membres du Comité se répartissent ensuite en douze Commissions, très importantes, que nécessite l'administration de l'œuvre commune.

Heureux ceux qui ont eu hier besoin de secours ! Il y a des jours où on ne marchande pas.

Après l'expédition des affaires courantes, quatre candidatures ont été examinées. Mmes Marie-Louise Néron et Faucheux, M. Léon Rictor ont été admis membres de la Société.

Deux femmes entre un homme ! Et si, déjà très nombreuses, les femmes, à l'assemblée de dimanche, n'ont point demandé à entrer dans le Comité, c'est qu'elles n'ont point voulu qu'il y eût le même jour deux questions irritantes. Mais elles n'ont fait que réserver leur projet et nous aurons à l'assemblée prochaine, cela nous est promis, une liste féminine. Qui sait si, en 1900, M. Marcel Prévost ne sera pas, lui, l'historiographe des femmes, assis entre deux vice-présidents ?

Georges Rip.

LE PRINTEMPS

Le printemps est la saison redoutable par excellence parce qu'il réveille toutes les sèves, toutes les humeurs saines ou morbides, tandis qu'à l'automne, au contraire, tout s'endort, même les maladies chroniques, du sommeil hivernal. Que faut-il donc faire en cette saison ? Il suffit de mettre simplement l'organisme en état, non seulement de supporter cette poussée printanière, mais d'en profiter pour faire comme les arbres, se parer des feuilles et des fleurs de la santé, il faut exciter l'appétit, réveiller toutes les fonctions vitales, régulariser le cours du sang, tonifier le système nerveux. C'est à dire qu'on doit prendre du Vin Desilles, car ce vin est le seul médicament qui produise ces multiples effets. On doit le prendre surtout quand l'organisme, affaibli par l'hiver, est incapable de puiser en lui-même la force nécessaire pour vaincre cette atonie générale. Le printemps est créateur par excellence, quand il est aidé dans sa tâche par un verre de Vin Desilles après chaque repas.

Verbois.

LA CHAMBRE

Lundi 27 mars.

VARIA

Certaines personnes disent volontiers que le régime parlementaire les dégoûte. Je ne crois pas que la séance d'aujourd'hui soit de nature à modifier les sentiments qu'il leur inspire. On a employé cinq heures en discussions qui demandaient cinq minutes.

D'abord les tabacs ! L'un se plaint qu'on choisisse mal les experts et que ceux-ci, sous l'influence des préfets, abusent de leur fonction dans un but de propagande électorale. Un autre reproche au gouvernement d'acheter trop de tabacs étrangers et de ne pas faire la part assez belle au cultivateur français. Un troisième voudrait que notre producteur indigène fût mieux payé. Le fait est qu'il ne gagne pas, comme on dit, de l'eau à boire... mais puisque les hygiénistes se mettent à proscrire le vin.

Toutes ces doléances sont presque aussi vieilles que le tabac lui-même, et on ne prend même plus la peine de les rajouter. De son côté, le ministre des finances chante, tous les ans, la même antienne : que les experts sont des anges qui rougiraient de compromettre leurs plumes dans la politique et surtout dans les élections ; que les achats de tabac français augmentent graduellement dans une proportion qui doit rassurer nos producteurs ; qu'on est forcé de se procurer des tabacs exotiques pour en faire des mélanges réclamés par le consommateur ; et qu'enfin nous ne pouvons renoncer complètement aux cigares de la Havane.

Tous les amendements qui s'appliquaient aux derniers chapitres du budget des finances ayant été repoussés, on commença à se frotter les mains dans l'espoir d'aborder aujourd'hui même les

recettes, lorsque M. Breton (du Cher), a fait, sur le budget des monnaies et médailles, une manifestation que j'oserai qualifier de tendancieuse. M. Breton (du Cher) n'aura de repos que le jour où l'on supprimera sur les pièces de vingt francs l'ancienne mention : *Dieu protège la France*.

Ces quatre mots, qu'on aurait crus inoffensifs, le jettent hors des gonds, et il n'a pas dissimulé sa colère :

M. Jules-Louis Breton (Cher). — Les nouvelles pièces de 20 francs portent encore sur la tranche cette mention : *Dieu protège la France*.

Les pièces de 5 francs, dont la frappe est prochaine, seront munies de la même mention.

M. le ministre m'a déclaré que cette formule était maintenue parce qu'on voulait respecter une ancienne coutume.

M. Viviani. — A ce compte, on aurait dû respecter la Bastille ! (Rires et applaudissements à l'extrême gauche.)

M. Jules-Louis Breton (Cher). — Et aussi la Royauté ! (L'Empire.)

Au lieu d'un gouvernement républicain, il suffirait d'un conservateur national de la routine chargée de garder les vieilles coutumes. (Très bien ! très bien ! à l'extrême gauche.)

C'est par ce respect attardé pour d'anciens usages que certains livres penseurs offrent encore ce contradictoire : se marier à l'Eglise, de faire faire la première communion à leurs enfants, et d'accepter des obseques religieux.

Ce sont de vieux vestiges du passé qui nuisent à l'affranchissement intellectuel de l'humanité. (Applaudissements à l'extrême gauche.)

Je demande la disparition sur notre monnaie de cette mention grotesque... (Bruit à droite.)

Ici, M. le président Deschanel intervient. *Mention grotesque* lui semble véritablement un peu fort et il invite l'orateur à ne pas blesser les sentiments d'une partie de ses collègues. Il voit dans *mention grotesque* une atteinte à la liberté de conscience, et elle y est bien certainement ; mais il n'arrivera pas à en convaincre M. Breton (du Cher). La preuve, c'est que M. Breton (du Cher) continue et redouble :

M. Jules-Louis Breton (du Cher). — Ce Dieu qui est mentionné sur notre monnaie, lequel est-ce ?

Quel est le Dieu qui protège la France ? Celui des catholiques, des protestants, des juifs, des mahométans, des bouddhistes ou l'animal divin des sauvages peuplades primitives ?

Tous ceux qui se sont fabriqués un dieu peuvent s'imaginer que c'est le seul et se déclarer également satisfaits.

Mais il y a une autre catégorie de citoyens, de plus en plus nombreuse, les athées et les matérialistes qui ne peuvent pas admettre une telle devise. (Applaudissements à l'extrême gauche.)

Il y a là un attentat à la liberté de pensée. (Bruit au centre.)

On ne peut pas, sous un régime républicain, obliger les citoyens antireligieux à porter sur eux une monnaie qui constitue un emblème religieux. (Applaudissements à l'extrême gauche. — Bruit à droite.)

Si l'on désire mettre sur la tranche des pièces une devise quelconque, n'aurait-on pas la belle devise républicaine : Liberté, Egalité, Fraternité ? (Très bien ! très bien ! à l'extrême gauche et à gauche.)

Je sais que ces mots figurent sur le revers des pièces, mais la répétition n'en est choquée personne.

Je dépose un projet de résolution tendant à ce que sur les nouvelles pièces qui vont être frappées, la France ne soit plus placée sous la protection d'une divinité quelconque dont elle n'a pas besoin. J'espère que la Chambre voudra affirmer, par son vote, son respect absolu de la liberté de conscience. (Applaudissements à l'extrême gauche. — Bruit à droite.)

Il est clair qu'on perdrait son temps à expliquer au député du Cher, lequel se proclame le défenseur de la liberté de conscience, qu'il défend uniquement la conscience des athées et qu'il froisse celle des autres ; c'est l'éternelle équivoque. C'est surtout un sujet de discussion légèrement puéril et qui fait hausser les épaules aux vrais philosophes.

Dieu ne fut-il, selon le mot de Renan, que la catégorie de l'idéal, je ne trouverais pas d'inconvénient à lui laisser une petite place sur ce qu'il y a de moins idéal au monde, la monnaie.

M. Peytral, ministre des finances. — On a pu croire que cette formule était un reste de l'ancien régime. En réalité, elle date du Consulat. Depuis lors, elle a été maintenue. Il y a cependant une note de notre histoire au cours de laquelle elle n'a pas été conservée. Savez-vous laquelle ? C'est la Restauration. (Exclamations et rires sur un grand nombre de bancs.)

M. Charles Gras. — Cela prouve que vous êtes plus cléricaux que la Restauration.

M. Jourde. — Puisque vous faites l'histoire de cette formule, vous ne devriez pas omettre celle qui a été adoptée sous la Restauration. (Très bien ! très bien ! à l'extrême gauche.)

M. le ministre des finances. — Sous la Restauration, on a remplacé la formule : « Dieu protège la France », par cette autre : *Domine salvum fac regem*.

C'est une formule dont je ne voudrais pas. (On rit.)

Sommes-nous, d'ailleurs, la seule république qui mette une formule sur ses monnaies ? La république des Etats-Unis a adopté celle-ci : « En Dieu notre confiance », et la Suisse : *Domine providet*.

Vous voyez que dans cette formule : « Dieu protège la France », il n'y a rien d'inconciliable avec le régime républicain. C'est simplement ce que je voulais dire. (Vifs applaudissements à gauche, au centre et à droite.)

Le projet de résolution de M. Breton (du Cher) a été repoussé par 315 voix contre 166 ; mais c'est égal, tout mon être respire la fièvre quand je songe qu'aux Etats-Unis et en Suisse, ils ne sont pas encore à notre hauteur. Y atteindront-ils jamais ?

On est revenu ensuite aux chapitres réservés. La Chambre, sur une proposition de M. Mirman, a voté une somme de cent mille francs pour les ouvriers qui ont été victimes d'accidents plus ou moins graves. On a bien fait une loi en leur faveur ; mais M. Gauthier (de Clagny) l'a dit avec raison : « Personne n'en veut ! » Et personne n'en veut parce qu'elle est tout simplement absurde, funeste aux patrons, funeste aux ouvriers, mortelle au capital, mortelle au travail, tellement inapplicable qu'on ne parvient pas à fabriquer le règlement d'adminis-

tration publique destiné à en faciliter l'application.

Le mot de M. Gauthier (de Clagny) a fâché M. Louis Ricard (de la Seine-Inférieure). Père de cette loi, M. Ricard a vanté son enfant ; mais il y a là-dessus une fable de La Fontaine.

M. Thierry (des Bouches-du-Rhône), rapporteur de l'amendement Mirman, a dit un très joli mot : « Je considère cette loi comme un progrès très perfectible ! »

La fin de la séance a été remplie — je ne veux pas dire encombrée — par un long discours de l'amiral Rieunier sur le régime qui conviendrait, suivant lui, à l'Annam et au Tonkin. On a prodigué à l'orateur des applaudissements un peu ironiques, et il avait occupé la tribune pendant une heure, lorsque le rapporteur du budget des colonies, M. Doumergue, lui a glissé en douceur cette petite observation : « Vous parlez sur un chapitre voté ! »

En réalité, le seul débat qui, dans cette journée, présente quelque intérêt, concerne la relève coloniale. Vous vous rappelez que, l'autre semaine, un amendement de M. de Montebello, avait été renvoyé à la Commission du budget. La Chambre avait clairement manifesté sa volonté de combler les cadres de l'infanterie de marine devenus insuffisants et dans les colonies et dans la métropole.

La Commission du budget a un peu lésiné, elle n'a pas accordé toute la somme nécessaire et elle est revenue aujourd'hui avec une cote mal taillée, contre laquelle on éloquentement protesté MM. Le Hérisse et de Montebello. Le rapporteur spécial, M. de La Porte, et le rapporteur général, M. Camille Pelletan ont riposté ; le premier avec des chiffres ; le second, avec des épigrammes. M. Pelletan a accusé ses adversaires, qui réclamaient surtout des capitaines et des chefs de bataillon, de vouloir grossir démesurément les états-majors. « Vous avez l'hallucination de l'état-major ! » lui a crié M. Millevoye. M. Pelletan aurait pu lui répondre : « Lequel de nous deux ? »

M. Lockroy, qui n'est halluciné ni dans un sens ni dans l'autre, a fait un petit discours, d'où il résulte que, sans être en désaccord avec la Commission du budget, il a paru encore plus d'accord avec MM. de Montebello et Le Hérisse.

Bref, après une lutte épuisée, ces deux grands amis de l'infanterie de marine ont emporté de 30 voix : 283 contre 253. Les marsouins peuvent illuminer.

Il y a un petit, tout petit accroc à la loi sur les deux derniers douzièmes provisoires. Le Sénat l'a renvoyée à la Chambre ; et il faudra une reprise ; ce sera l'affaire de deux minutes.

Ce qui est plus grave, c'est une proposition de M. Boudenot, dont est saisie la Commission du budget. L'honorable député du Pas-de-Calais demande qu'on vote les budgets pour deux ans. La Chambre aimera mieux crever que d'y consentir. On prévoit déjà le moment, assez prochain, où elle en sera réduite à discuter les budgets l'année qui suivra l'exercice. Que l'idée de M. Boudenot réussisse ou échoue, il est temps d'aviser. Pour peu qu'on attende, ce ne sera plus le budget de deux ans qu'il faudra voter ; ce sera vingt-quatre douzièmes provisoires.

Pas-Perdus.

LE SÉNAT

M. Trarieux voudrait bien savoir pour quelles raisons — que sa raison n'arrive pas à comprendre — on poursuit certains membres de certaines Ligues et non certains autres ; pour quels motifs on incrimine les petits et non les grands. Il demande quelques explications à M. Lebreton, et celui-ci se met immédiatement à ses ordres.

M. Trarieux rappelle qu'on n'a poursuivi d'abord que trois membres de la Ligue des droits de l'homme ; un peu plus tard, on leur adjoint les deux vice-présidents, MM. Duclaux et Grimaux, mais en affectant d'ignorer jusqu'à l'existence du président.

M. Trarieux. — Nous ne saurions laisser sans protestation une pareille inégalité de traitement. (Très bien ! sur un certain nombre de bancs.)

Nous ne voulons pas profiter d'un tel arbitraire, et nous demandons au garde des sceaux de nous donner quelques explications. (Très bien ! sur les mêmes bancs.)

M. le garde des sceaux. — Pour répondre à M. Trarieux, je me placerai à deux points de vue : au point de vue du droit et au point de vue de la justice.

Un point de vue du droit, il est nécessaire que tous les membres d'une association illégale soient tous compris dans les poursuites qu'il en est exercé.

Le premier but du législateur, c'est de dissoudre l'association illégalement formée. Il est de jurisprudence constante qu'il suffit, pour atteindre ce but, de traduire devant le Tribunal un certain nombre de membres. (Murmures sur quelques bancs à gauche.)

Voilà pour la question de droit. Je passe maintenant dans le domaine du fait.

Vous savez que des associations se sont formées et n'ont pas tardé à devenir une cause d'agitation.

Il faut unique que le gouvernement poursuive la dissolution de ces associations parce qu'il l'a crue nécessaire.

Pour arriver à la dissolution, il lui faut un jugement. Mais il tient à restreindre le nombre des personnes poursuivies, puisqu'il ne tient pas à faire prononcer des pénalités.

M. Trarieux. — Je suis d'accord sur le point de droit avec le garde des sceaux, et je comprends qu'on ne poursuive pas tous les membres de la Ligue.

M. le garde des sceaux. — Je ne puis que respecter l'égalité devant la justice, et je demande pourquoi vous choisissez cinq membres sur trente-trois.

Il faut, d'ailleurs, bien, de peines correctionnelles prononcées, qui peuvent entraîner un casier judiciaire.

Vous aviez le devoir de poursuivre les trente-trois membres du Comité, mais surtout son président : il y a là une inégalité choquante.

Si le gouvernement a la pensée que les Ligues causent l'agitation dans le pays, il ne devait pas hésiter à déposer devant le Parlement une demande en autorisation de poursuites. (Approbations sur un certain nombre de bancs.)

L'incident est clos, et le Sénat, pour remplir et corser un peu sa séance, s'occupe de l'infanticide qui, s'il faut en croire l'article 300 du Code pénal, « est le meurtre d'un enfant nouveau-né ».

L'auteur de la proposition de loi voudrait qu'on substituât aux mots « meurtre d'un enfant nouveau-né », ceux-ci : « homicide commis volontairement sur un enfant au moment de sa naissance ». Rien, paraît-il, n'est plus urgent, et rien ne saurait être plus efficace.

C'est là-dessus qu'on discute, et M. Aucouin voudrait qu'on lui de modifier les textes on rétablisse les jours. Il conseille aussi de ne pas se montrer implacable pour les mères criminelles : « La justice indulgente, dit-il, est la meilleure, parce qu'elle ne jette pas dans l'âme la désespérance, et qu'elle permet aux malheureux de revenir au bien. »

M. Savary ne partage pas cette manière de voir : « Il n'est pas de raison, tant que la peine de mort existera dans notre code, pour ne pas l'appliquer à l'infanticide, quand il est prémédité. »

D'autres orateurs se pressent au pied de la tribune ; mais le président donne la parole à M. Prevet, pour la lecture de son rapport sur les deux nouveaux douzièmes provisoires.

Il ressort de ce document que la Commission des finances refuse d'accorder aux ministères des colonies, de l'agriculture et de la marine les crédits demandés par le gouvernement pour leurs participations, en avril et en mai, aux travaux de l'Exposition. Ces dépenses font l'objet d'un projet de loi spécial que le Parlement n'a pas encore voté ; comment serait-il possible, dans ces conditions, d'accorder deux parcelles d'un crédit qui n'existe pas ?

Pareillement, la Commission se refuse à donner, pour ces deux mêmes mois, les crédits représentant une partie des dépenses que nécessite le plan d'ensemble des constructions navales. Là encore, il s'agit d'un projet non ratifié par les Chambres. Toutefois, elle consent à allouer les crédits strictement indispensables pour ne pas arrêter les travaux.

Enfin, en ce qui concerne les constructions scolaires, elle réduit à 2,500,000 francs le crédit de 4 millions. M. Charles Dupuy demande et obtient une suspension de séance pour conférer avec la Commission. Celle-ci décide, à l'unanimité, le maintien des conclusions du rapport, la séance est reprise et les sénateurs marchent comme un seul homme derrière leurs commissaires.

P. B.

Autour des Chambres

L'équilibre du budget

Nous avons tous appris, sur les bancs de l'école, qu'il existe trois sortes d'équilibres : le stable, l'instable et l'instable. Celui du budget, jusqu'à ce jour indifférent, non aux contribuables mais à ceux qui ont l'impérieux devoir de défendre leurs bourses, est devenu instable et même quelque chose de plus.

Le vote de divers amendements électoraux a creusé, dans la loi de finances, un abîme de 10 millions et 1/2 ; il s'agit de le combler et, comme toujours, on cherche des expédients.

Harpagon offrait aux fils de famille, en quête d'argent, des crocodiles empaillés, quelque trou-madame et le jeu de l'oie renouvelés des Grecs ; nos financiers parlementaires ne sont pas moins ingénieux. D'abord, ils majoraient les prévisions de recettes, et rien n'est plus beau sur le papier. Si ces heureuses espérances se trouvent déçues, on en est quitte pour déclarer, en fin d'exercice, qu'on s'est trompé. Erreur n'est pas compte ; mais comme il faut payer tout de même ce qu'on a dépensé, on vote des crédits supplémentaires.

Aux majorations, qui ne suffisent pas, on ajoute les bénéfices problématiques de la publicité sur les boîtes d'allumettes. Ça, c'est encore un bon coup !

Enfin, on demande à diverses autres combinaisons, également de tout repos, ce qui manque pour équilibrer, ficivement, les dépenses et les recettes.

Alors, comme on dit au Palais-Bourbon, « le budget sera bouclé » et cette image gracieuse fait penser aux malheureux qu'on boucle sur la planche de la guillotine.

Tout porté à croire, du reste, que les sénateurs marqueront un plus vif penchant pour l'équilibre stable ou relativement stable. Ils supprimeront un certain nombre de prodigalités purement électoraux, ce qui permettra de ne recourir ni aux majorations des recettes, ni aux boîtes d'allumettes, et de laisser dans le magasin d'Harpagon le trou-madame et les crocodiles empaillés.

Lorsque la Chambre aura terminé son interminable besogne, ce travail utile et sérieux commencera. Nous constaterons une fois de plus que nos députés n'ont pas leurs pareils pour faire du désordre avec de l'ordre. Il n'y a même pas en eux l'étoffe d'un Caussidière.

Paul Bosq.

P.-S. — La *Libre Parole* a publié hier la note suivante dont on a beaucoup parlé dans les couloirs :

Plusieurs journaux se sont faits l'écho d'un bruit en vertu duquel Max Régis avait été à Edouard Drumont l'intention de donner sa

un de ses camarades, lorsque tout à coup l'embarcation chavira.

Griot, mauvais nageur, se noya et on ne put retrouver son corps qu'après une demi-heure de recherches. Plus heureux, son camarade put gagner la rive.

Le cadavre du capitaine a été transporté à l'hôpital militaire de Vincennes.

BRUNE ET BLONDE

Combien de tentatives lancées dans la circulation que les fabricants n'oseraient eux-mêmes présenter au public ! Combien de maisons où l'on essaye tout à tour sur la tête des infortunés clients les déplorables procédés de ces fabricants-là !... Aussi faut-il voir défilé chez Broux, 40, rue Saint-Florentin, les pauvres dames désolées d'avoir, dans une heure de crédulité, compromis de charmants visages. Fort heureusement, là on trouve la vraie science, celle qui répare l'ignorance des autres, et des ans le réparateur outragé.

ACCIDENTS

Hier matin, un locataire de la maison, sise 86, rue de Lille, voulant sortir de très bonne heure, frappa à la porte des concierges pour qu'on lui donnât le cordon. Comme on persistait à ne pas répondre à ses appels réitérés, il se décida à enfoncer la porte, pensant, avec quelque raison, qu'un malheur avait dû se produire pendant la nuit. Il ne s'était pas trompé dans ses prévisions.

Les concierges, les époux Prichard, âgés, le mari, de soixante-treize ans, et la femme, de quarante-quatre, gisaient, sans connaissance, dans leur lit.

Le docteur Genouvillat fut immédiatement appelé, et il put, après quatre heures de soins persistants, les rappeler à la vie ; mais il a trouvé leur état si grave qu'il les a fait transporter à l'hôpital de la Charité.

D'après l'enquête faite par M. Brongniard, commissaire de police, il résulte que l'un ou l'autre des époux Prichard n'avait pas fermé, avant de se coucher, le compteur, et que le gaz, en s'échappant par une fissure d'un tuyau en caoutchouc, avait provoqué chez eux une asphyxie presque complète.

Louis Alix, âgé de dix-sept ans, ouvrier lanternier, ayant commis l'imprudence d'avoir, la nuit, à la fête foraine du boulevard de la Villette, de pénétrer, dans l'enceinte d'un jeu de balancoires, a été atteint à la tête par une balancoire et projeté à plusieurs mètres.

Le pauvre garçon dont le crâne avait été fracturé est mort chez le pharmacien où on l'avait transporté.

Un enfant de huit ans, Louis André, demeurant chez ses parents, rue Étienne-Marcel, a été renversé, hier matin, rue Réaumur, par une voiture de boucher, dont, comme tous les jours, le cheval était lancé à une allure aussi rapide qu'imprudente.

Les roues du véhicule ont passé sur le corps de l'enfant qui a été relevé dans un état inspirant de vives inquiétudes. Le blessé, après avoir reçu des soins dans une pharmacie, a été reconduit chez ses parents.

L'auteur de cet accident a réussi à se soustraire à toute poursuite.

Jean de Paris.

Mémoire. — On a repêché, hier matin, dans le canal Saint-Martin, en face du quai Valmy, le cadavre d'un homme d'une quarantaine d'années paraissant avoir assez longtemps séjourné dans l'eau. Le corps, n'ayant pu être identifié, a été envoyé à la Morgue.

* M. Eugène Isnard, âgé de cinquante-cinq ans, courtier, demeurant rue Saint-Denis, est mort subitement hier matin, chez lui, à l'hôtel de Ville. Le corps du défunt a été ramené à son domicile.

J. de P.

Gazette des Tribunaux

TRIBUNAL DE COMMERCE DE LA SEINE : Le procès des tziganes. — TRIBUNAL CIVIL : La garde d'un enfant. — NOUVELLES JUDICIAIRES.

Un petit incident parisien, dont on a parlé, il y a quelques mois, sur le boulevard, vient d'avoir son dénouement devant le Tribunal de commerce de la Seine.

Le directeur d'un de nos grands restaurants — cherchez aux alentours du Vaudeville — avait engagé, pour divertir ses clients — ne les nommons pas, mais on peut consulter le Gotha — une troupe de tziganes, recrutés non pas aux Batignolles, mais bien en Hongrie.

Les débuts firent sensation.

— Ah ! que ces tziganes ont donc du talent ! s'écriaient les messieurs.

Les femmes ajoutaient tout bas : — Quels beaux hommes !

De cette dernière constatation provint tout le mal, je veux dire le procès.

Est-il vrai qu'après chaque morceau, en faisant la quête autour des tables, les musiciens lançaient à leurs belles auditrices les regards de Rigo à sa princesse ?

Toujours est-il que plusieurs habitués se fâchèrent :

— Nous sommes très heureux, dirent-ils au patron, d'entendre d'agréable musique ; mais nous serions bien plus heu-

reux encore de ne plus voir les exécutions.

Sur l'heure, il fut décidé que les artistes seraient installés sur une estrade d'où ne pourraient plus s'apercevoir leurs oracles langoureux. De plus, la quête fut rigoureusement interdite.

Le conflit semblait apaisé quand, un beau jour, on apprit que la troupe avait quitté le restaurant sans même prévenir le directeur. Ou, plutôt, je me trompe, le directeur fut bien prévenu, mais par l'entremise d'un huissier porteur de papier timbré.

— Par traité, vous avez promis, pour chaque jour, une somme fixe à mes articles, déclarait M. Ederli. Mais la quête constituait la majeure partie de notre bénéfice. En la supprimant, vous nous causez préjudice. Il y a des juges en France !

Des quelle clause du traité avez-vous donc lu que je vous donnais le droit de faire la quête ? riposta le patron. Sans doute, je l'avais tolérée. Mes clients m'ont adressé des plaintes. Rien dans le contrat ne s'oppose à l'interdiction d'aujourd'hui. Je vous assigne à mon tour.

L'affaire est venue, hier, devant les magistrats qui, après avoir entendu les humilistiques plaidoiries de M. René Piault pour les tziganes, et de M. Caron, avoué, pour le directeur du restaurant, a bel et bien condamné M. Ederli à deux cents francs de dommages-intérêts.

Et la morale est sauve !

Les magistrats de la 4^e Chambre civile, présidés par M. Séré de Rivière, ont commencé hier l'examen d'une affaire qui provoqua un certain bruit en Allemagne.

Un sujet allemand, M. de Daum, correspondant du *Post* de Strasbourg, avait épousé en Angleterre une jeune Russe, Mlle Anna Léon. De cette union naquit une fillette, Frida-Hildegard.

Après deux années de mariage, Mme de Daum abandonna son mari, pour entrer, sous le nom d'Olga Daschkoff, dans le bataillon des demi-mondaines.

Le mari demanda le divorce, et l'obtint à son profit. Mais, considérant les ressources du père comme insuffisantes, le Tribunal civil de la Seine confia la garde de l'enfant à son oncle et à sa tante maternels, M. et Mme Naouloff.

La petite Frida, âgée de quatre ans, fut placée comme pensionnaire dans une maison d'éducation parisienne, et il avait été convenu qu'elle passerait ses vacances, par moitié, chez son père et chez son oncle.

Arrivent les congés de Pâques. M. de Daum va chercher sa fille pour l'emmener chez lui, pensait-on. Mais quand, au bout de huit jours, l'oncle la réclame, il apprend qu'elle est disparue.

Pendant dix-huit mois, la mère chercha sa fille, et finit par découvrir que son ex-mari l'avait confiée à M. Scheurmann, secrétaire du ministère des finances d'Alsace-Lorraine.

Olga Daschkoff saisit de l'affaire les juges du Tribunal cantonal de Strasbourg qui, par un jugement provisoire, ordonnèrent que la fillette serait retirée à M. Scheurmann et placée dans un couvent de la même ville, en spécifiant que la mère devrait assigner dans les trois mois M. de Daum, pour régler définitivement la question.

Au lieu de se conformer à cette obligation, elle obtint — par une véritable surprise, paraît-il — d'un juge assesseur de Strasbourg, le juge Wolff, une ordonnance sur termes de laquelle Frida-Hildegard devait être remise à un avocat de Strasbourg, M. Lennig, pour être conduite à Paris chez les époux Naouloff. La presse allemande s'émouvait de cette décision. A telle enseigne que l'empereur Guillaume résolut d'intervenir. Il révoqua le magistrat trop complaisant.

Au surplus, le Tribunal cantonal supérieur de Strasbourg déclara l'exécution de l'ordonnance nul et non avenue, et rapporta cette ordonnance. Mais Anna Léon-Daschkoff, de concert avec les époux Naouloff, n'en garda pas moins la fillette, que le père n'a plus revue.

M. de Daum demande aujourd'hui à la 4^e Chambre civile du Tribunal de la Seine de prononcer l'exequatur, en France, de cette décision et d'ordonner, en conséquence, que son enfant lui soit remise pour être conduite au couvent de Strasbourg.

M. Desjardins a parlé au nom du père, et M. Lavollée au nom des époux Naouloff qui prétendent que la réclamation de M. de Daum est incompatible avec le premier jugement du Tribunal de la Seine, attribuant à ses clients la garde de la jeune Frida.

Nous ferons connaître l'issue des débats.

La première Chambre du Tribunal civil de la Seine, présidée par M. Planteau, a rendu son jugement dans le procès en 10,000 fr. de dommages-intérêts intenté par Mlle Debrége contre les directeurs de la Cigale, et dont nous avons rendu compte à la huitaine dernière.

On se rappelle que les directeurs de la Cigale demandaient reconventionnellement à Mlle Debrége le paiement du dédit de 10,000 fr.

Le Tribunal, par un jugement motivé, a déclaré que les conventions des parties en cause sont résiliées aux torts réciproques de Mlle Debrége et de ses anciens directeurs.

Mlle Debrége et les directeurs de la Cigale, MM. Plateau et C^e, sont déclarés mal fondés dans leurs conclusions tendant au paiement du dédit de 10,000 fr.

Le Tribunal les en a déboutés ; en faisant masse des dépens, il dit qu'ils seront supportés : moitié par Mlle Debrége et moitié par les directeurs de la Cigale.

M. Henri Coulon assistait Mlle Debrége.

M. Benjamin Monteux représentait MM. Plateau et C^e.

George Grippon.

A L'HOTEL DE VILLE

Les vacances de Pâques approchant, et les affaires étant extrêmement nombreuses, on a travaillé hier sans interrompre de trois heures à neuf heures.

On a commencé par une question d'ordre littéraire.

M. Marius Vachon est chargé de l'élaboration d'un volume ayant pour titre : *Le Nouvel Hôtel de Ville*.

L'ouvrage sera la propriété de la Ville. Il sera tiré à 300 exemplaires. Une subvention de 30,000 fr., payable en trois annuités, est allouée à cet effet.

Est renvoyée à l'étude une proposition de M. Patenne, ayant pour objet de rechercher les paris qui, depuis moins de trois ans, sur les champs de courses, ont échappé à l'impôt de 43 0/0 établi en faveur des patentes.

M. Bellan fait approuver l'organisation, au Cirque d'hiver, d'une audition musicale avec les concours des élèves des Ecoles communales.

M. Max Vincent fait autoriser l'Union vélocipédique à organiser une course sur l'hippodrome de Longchamps, le 7 mai 1899, et MM. Melde à poser des canalisations électriques dans les allées et avenues du Bois de Boulogne.

M. Bouvard annonce qu'il va faire procéder immédiatement à la création du square projeté, devant Cluny.

Nous avons exposé récemment les plaintes des chiffonniers. Une délégation de 24 d'entre eux a été entendue par la Commission du travail du Conseil municipal, qui ne lui a point donné grand espoir.

L'avis de la Commission, en effet, est qu'il est temps de procéder de façon plus hygiénique à l'enlèvement et à la transformation scientifique des ordures ménagères.

Il est d'ailleurs étonnant que personne n'ait expliqué aux chiffonniers qu'ils pourraient continuer à exercer leur métier, puisqu'ils seraient autorisés à faire leurs recherches : 1^o dans les poubelles, avant qu'elles aient été vidées dans les voitures ; 2^o dans les usines, avant la transformation en détritus.

En tout cas, le Conseil pense qu'on ne doit pas craindre de sacrifier quelques travailleurs au progrès qui, par ricochet, occupe un nombre parfois plus nombreux d'ouvriers. A preuve l'industrie élysiée.

Aud M. Le Breton n'a-t-il pas en très grand mal à faire approuver son rapport sur le renouvellement des marchés pour l'enlèvement des ordures ménagères. A partir du 16 juillet 1899, date de l'expiration des baux actuels, le service d'enlèvement sera effectué de la façon que nous avons déjà exposée. Les ordures seront chimiquement transformées.

Le Conseil invite la compagnie des omnibus à créer d'urgence un service supplémentaire d'omnibus de Notre-Dame de Lorette au Trocadéro.

La Ville vient d'acheter, pour ses bibliothèques, cent exemplaires de la *Législation de l'Instruction primaire en France*, l'intéressant ouvrage de M. Gréard, vice-recteur de l'Université de Paris.

La loi veut que les baux de la Ville soient passés par voie d'adjudication. On a souvent protesté contre ce procédé, bien inférieur à la voie amiable. En certains cas, la Ville perd parce que les enchères n'ont pas été poussées. En d'autres cas, c'est l'adjudicataire qui perd parce qu'il s'est emballé, que les enchères ont été développées en lui et qu'il en arrive à pousser par seul amour-propre, pour l'emporter sur ses concurrents.

C'est ainsi que, pour le vestiaire de la Bourse, les enchères étaient montées à 18,600

francs par an, prix excessif, très supérieur aux bénéfices de l'entreprise.

M. Alpy et Cornet, émus de la situation du concessionnaire, ont obtenu du Conseil la résiliation du contrat. C'est très bien, mais comment personne n'a-t-il profité de l'occasion pour donner au moins le premier coup de pioche au principe immoral de l'adjudication ?

Le bail du vestiaire de la Bourse sera de nouveau mis aux enchères le 1^{er} mai prochain.

Celui qui le poussera à plus de 10,000 francs sera, comme ses prédécesseurs, la dupe du système.

On vote une somme de 94,000 francs pour la translation du Laboratoire municipal de micrographie dans la partie désaffectée du marché des Blancs-Manteaux.

M. Georges Villain propose de placer près de la rue Louis-Blanc, en l'honneur d'Albert, membre du gouvernement provisoire de 1848, un médaillon et une plaque commémorative.

Henri Hamois.

Informations

Société d'agriculture. — La Société nationale d'encouragement à l'agriculture vient de procéder à la nomination de son bureau pour l'année 1899. Ont été élus :

Président d'honneur : M. Loubet.
Président : M. Casimir-Perier.
Vice-présidents : MM. Gaze, Béranger, Gomot, Grandjean, Georges Graux, Michel Perret, Risler, Ronna, Tisserand.

Secrétaire général : M. de Lagorisse. Secrétaires : MM. Bornot, Jean Cazeilles, Couteaux, Godelier, Rossignol, de Venancé.
Trésorier : M. Alfred Béranger. Trésorier adjoint : M. Dethan.

Bibliothécaire archiviste : M. Alphonse Ledru.

Colis postaux. — A partir du 1^{er} avril, il pourra être échangé des colis postaux du poids de 5 à 10 kilogrammes entre la France continentale, d'une part, la Belgique, le Luxembourg et la Suisse, d'autre part.

Les taxes à payer pour l'affranchissement des colis postaux de 5 à 10 kilogrammes, à destination de la Belgique, du Luxembourg et de la Suisse, seront les suivantes :

Belgique, 1 fr. 50 ; Luxembourg, 1 fr. 20 ; Suisse, 6 fr. 50.

Les colis postaux de 5 à 10 kilogrammes pourront être expédiés avec déclaration de valeur ou contre remboursement jusqu'à concurrence de 500 francs, aux mêmes conditions que les colis postaux de 0 à 5 kilogrammes.

M. E. centrale. — Ça va épater Rosalie ! tel était le titre, cette année, de la revue jouée aux Folies-Margny par et devant les élèves de l'Ecole centrale.

Trois actes et trois tableaux, sans compter le tableau noir qui s'était glissé dans la pièce. Il faut de la couleur locale !

Le rôle de Rosalie était tenu par la toute jeune Marguerite Lavigne, du Palais-Royal, qui a incarné également la froide Minéralogie et la bouillante Chimie, rappelant par son entrain et son esprit l'entrain et l'esprit de sa mère.

Elle a partagé avec la gracieuse Comère, Mlle Germaine Deverne, des Variétés, jouant la Fée de l'Ecole centrale, un très vif succès.

Voilà une soirée qui affirme à nouveau la camaraderie des centraux et apporte un bon appoint à leur caisse de secours.

Comprimés de Vichy. — Parmi les produits de la C^e dernière, les « Comprimés de Vichy » ont un rôle bien caractéristique. Fabriqués avec les sels extraits des sources des Célestins, de l'Hôpital ou de la Grande-Grille, ils servent à communiquer à des eaux ordinaires une partie des propriétés de ces sources fameuses. C'est un expédient qui peut servir en bien des circonstances, les voyageurs ne l'ignorent point.

Evian-les-Bains. — « Croyez-moi et buvez frais », a écrit quelque part le joyeux philosophe que fut Rabelais.

Croyez que toutes les maladies de l'estomac sont guérissables, et, pour assurer votre guérison, si vous souffrez de ce précieux organe, buvez tout le jour de l'eau de la Source Cachat (dépot : 18, rue Favart).

Exiger le nom de la Source Cachat, enrouge, sur l'étiquette. Ch.-A. Besson, directeur.

TÉLÉGRAMMES ET CORRESPONDANCES

Du 27 Mars

L'inauguration du monument Pasteur

LILLE. — C'est le dimanche 9 avril que doit avoir lieu l'inauguration du monument élevé, par souscription, à Pasteur sur la place Philippe-Le-Bon. On sait que Pasteur fut doyen de la Faculté des sciences de Lille, et qu'il commença dans cette ville les recherches fameuses qui devaient aboutir à de si merveilleux résultats. Le laboratoire, très buvant tout le jour de l'eau de la Source Cachat (dépot : 18, rue Favart).

Deux ministres assisteront à cette cérémonie. Ce sont MM. Viger, ministre de l'Agriculture, et Guillaum, député de Dunkerque, ministre des colonies.

quand M. Corvetté, après avoir mis Mme Chapelle en voiture, rentre dans la chambre conjugale où sa femme l'attend, toute pâle et droite dans sa robe ouverte. A ce moment-là, c'est elle qui a peur et qui tremble ; sa langue colle à ses dents, sa voix danse :

— Il est venu une femme, aujourd'hui, qui m'a réclamé quinze mille francs pour un bijou qu'elle t'a vendu... Qu'est-ce que cela signifie ?

M. Corvetté était son habit. Ce simple geste l'aida à cacher son trouble. Et sur un ton d'impudence fanfaron : — Rien. Des histoires. Des affaires... une affaire.

Mme Corvetté fut inondée d'un flot d'espoir et d'indulgence. Si vraiment ce n'était qu'une spéculation maladroite, une unique folie... comme elle pardonnerait ! — Mais voyons, quelle affaire ? Parle. Tu as bien acheté ce bijou, pourtant.

— Non, je ne l'ai pas acheté. Visiblement, il mentait, pour gagner du temps, se reprendre :

— Dis donc tout de suite la vérité. Voyons. Cette femme m'a dit que tu t'adressais à elle depuis dix ans, toujours pour la même personne. Tu vois que je suis bien renseignée. Ne me cache rien, je t'en supplie. Pour qui était-ce ?

— Mais jeterai-je que j'en ai pas acheté ce bijou. Il m'est simplement passé par les mains. Je l'ai remis en dépôt à... à une personne qui l'a égaré, prêt, envoyé à Londres, je ne sais pas quoi... — Mais qui ? Qui ? cette personne ? — Mme Onaire ! — Mme Onaire !

Et après un silence de stupeur : — Mais ce n'est pas possible ! Mme Onaire ! Ah ! par exemple... Grand Dieu ! J'aurais soupçonné tout Paris, excepté elle. Comment ! c'est à Mme Onaire que tu donnes des broches de quinquante francs ? Je rêve. C'est pour elle que tu viens aujourd'hui me l'assurer si tu ne payes plus, c'est faute d'argent. Mme Onaire

Les corps savants — l'Académie française, l'Académie des sciences, l'Académie de médecine et le Muséum — seront représentés. Des invitations ont été adressées aux savants étrangers.

Le même jour aura lieu l'inauguration de l'Institut Pasteur, de Lille, récemment achevée grâce à la libéralité magnanime de M. le docteur Calmette, le savant directeur de cet établissement qui a rendu déjà à la région du Nord de si précieux services.

Le crime de Lille

LILLE. — Tout l'échafaudage de l'accusation contre le frère Flamand repose sur cette hypothèse que l'assassinat du jeune Foveaux aurait été commis le dimanche soir. Or, M. Chesnelong, défenseur du Frère, vient de déposer entre les mains du juge d'instruction une demande en contre-expertise médicale, dont la publication dans les journaux conservateurs a fait une assez vive impression sur le public. Dans l'exposé des motifs de cette demande, M. Chesnelong constate que le poids des aliments trouvés à l'autopsie est, d'après le rapport du médecin-légiste, de 870 grammes, tandis que l'enfant n'a absorbé dans la journée du dimanche qu'environ 300 grammes de substances solides. Il aurait donc mangé après la journée de dimanche, soit dans la nuit de dimanche à lundi, soit dans la matinée de lundi. Le crime n'aurait donc pu être commis le dimanche soir.

Un autre argument est tiré, par la défense, de la rigidité du cadavre, contre l'hypothèse que l'assassinat aurait eu lieu le dimanche soir.

Il est établi, en effet, que le mercredi 8 février, 70 heures après la disparition de l'enfant, le cadavre était frais et en état de rigidité complète ; que le jeudi 9 février, à sept heures du soir, 97 heures après la disparition, la rigidité qui avait diminué persistait cependant aux doigts et à certaines articulations.

Or, la rigidité cadavérique ne devient, en moyenne, complète que quatre ou six heures après la mort et ne dure, en moyenne, que 24 ou 48 heures.

Il serait donc de ce fait impossible de faire remonter la mort au dimanche, c'est-à-dire à 97 heures, du moment où il était constant que la rigidité persistait.

La défense conclut implicitement que la mort, c'est-à-dire le crime, a eu lieu le lundi. On ne sait encore si le juge accordera la contre-expertise demandée.

Incendie d'une teinturerie. — Un violent incendie vient de détruire la teinturerie de M. Boitiaux, dont les bâtiments n'occupaient pas moins de 4,800 mètres de superficie. Les flammes, activées par le vent, menaçaient un externat voisin, dirigé par des religieuses, et celles-ci, saisies de terreur, prirent la fuite. Grâce au dévouement des pompiers, l'externat ne fut pas atteint, et tout le quartier de l'Ommelet fut ainsi préservé d'une catastrophe. Les pertes sont de plus d'un million. Près de 300 ouvriers sont réduits au chômage.

Démision du maire du Mans. — Le Mans. — M. Rubillard, député, maire du Mans, beau-père de M. Quénay de Beaupré, a adressé au ministère de l'Intérieur, qui l'a acceptée, sa démission de maire.

Alerte de la garnison de Châlons. — CHÂLONS-SUR-MARNE. — Cette nuit, le général Kessler, commandant en chef le sixième corps d'armée, a donné l'alarme à toutes les troupes de la garnison.

Dès une heure du matin, la cavalerie, l'artillerie à cheval, l'artillerie montée et l'infanterie se sont mises en route par la voie romaine, pour prendre position dans les sapinières situées au sud de la ville, à la poste 104, entre Cernon et Mariville-sur-Marne.

La cavalerie s'était déployée en avant de cette ligne, entre Coupetz et Vitry-la-Ville. Le général en chef, accompagné des généraux Frater, Trol et Sayer, ainsi que de tous les officiers montés de la garnison, a prescrit un changement de front sur la gauche.

Les troupes se sont immédiatement portées sur la Marne, ont franchi la rivière sur les ponts de Saint-Germain-la-Ville, Vesignoul-sur-Marne et Pagny, et se sont établies sur la rive droite de la Marne, à cheval sur la rivière la Moivre.

Les régiments ont alors pris leur repas sur le terrain.

Après une heure de repos, les troupes se sont remises en marche et sont rentrées dans leurs casernements, vers quatre heures de l'après-midi, après avoir brillamment exécuté une longue marche de cinquante kilomètres.

Accident de chasse. — CHÂLONS-SUR-MARNE. — Un terrible accident de chasse vient de se produire à Aigny, canton de Châlons-sur-Marne.

Quelques amis se trouvaient à la chasse au lapin, dans un fourré. A quelques pas d'une loupette, devant un capitaine du 25^e d'artillerie. L'officier tire. Un cri de douleur retentit. Le capitaine n'avait pas aperçu M. Brémont, adjoint au maire d'Amboise, qui se trouvait avec les chasseurs et la charge avait atteint le malheureux au bras et à la jambe.

On s'empressa auprès de M. Brémont, qui fut transporté à son domicile.

L'état du blessé s'est heureusement amélioré.

lioré, grâce aux soins dévoués dont il a été entouré.

Duel

NANTES. — A la suite d'une polémique de presse, un duel a eu lieu cet après-midi, à Saint-Nazaire, entre M. Tournadour, directeur de la *Démocratie de l'Ouest*, et M. Morel, rédacteur au *Populaire*.

A la quatrième reprise, M. Tournadour a été blessé à l'avant-bras. Les témoins, d'un commun accord, ont mis fin au combat.

LA ROCHELLE. — La division navale d'application de l'Ecole supérieure de marine a appareillé hier soir pour Saint-Nazaire. Les croiseurs *Amiral Charner*, *Davout* et *Friant* sont sortis du port de La Pallice devant plusieurs milliers de curieux venus de La Rochelle. Des trains spéciaux avaient été organisés. De nombreux cris de : « Vive la marine ! » ont été poussés.

Pour les victimes de Lagoubran. — TOULON. — La musique des équipages de la flotte quittera Toulon le 6 avril, pour aller se faire entendre au grand festival militaire organisé au Trocadéro, le 8, au profit des victimes de la catastrophe de Lagoubran. Sur la plainte de plusieurs parents des victimes, de nouvelles fouilles seront effectuées demain sur le théâtre de l'explosion.

Le total des souscriptions recueillies à la mairie de Toulon atteignait ce soir 230,000 francs.

Argus.

Figaro à la Bourse

Lundi 27 mars.

On est ferme, voire très ferme. Tous les efforts des empêchures de hausser en rond n'ont pu entamer les bonnes tendances qui dominent. Ils sont bien parvenus, après un combat assez acharné et dont témoignent les larges oscillations des cours de certaines valeurs — ils sont bien parvenus, dis-je, à empêcher quelques-unes de ces valeurs à fermer aux plus hauts cours de la journée ; mais ils n'ont rien pu faire de plus. Et c'est déjà très coquet, étant donné qu'il pleut à causes d'impressions satisfaisantes. A Londres, le taux de l'argent n'est pas excessif, et on compte qu'il ne sera pas davantage ici, quand sonnera l'heure, proche maintenant, de la liquidation. Puis, les vacances pascuales vont nous priver pendant quelque temps des séances de la Chambre ; et c'est une privation que la Bourse, d'habitude, supporte avec une souriante philosophie. Enfin, le comptant est meilleur sur nos rentes. Vous avouerez qu'il n'y a rien, dans tout cela, qui puisse fournir un prétexte à un chambardement général !

Le 3 0/0 gagne 5 centimes à 102 30 après 102 35, cours vers lequel on tend à revenir après Bourse. Le 3 1/2 0/0 est en progrès de 7 centimes à 103 65. Au comptant, le 3 0/0 s'améliore de 7 centimes, et le 3 1/2 0/0 de 30 centimes.

L'Extérieure espagnole, à 59 85, n'est qu'à 2 centimes au-dessus du cours de samedi ; on a fait 60 30 au plus haut ; il y a une avance de 2 francs sur le 6 0/0 Cuban à 299 et sur le 5 0/0 à 324

